

## Le choix entre impôts et services publics ? Mauvaise question !

Jacques Bichot, économiste, le 22 janvier 2019

[www.economiamatin.fr/news-choix-entre-impots-services-publics-mauvaise-question-](http://www.economiamatin.fr/news-choix-entre-impots-services-publics-mauvaise-question-)

Un sondage Opinion Way sur le sentiment des Français à l'égard de la fiscalité (*Les Echos* du 22 janvier) a posé à un peu plus de mille personnes la question suivante : « Si vous deviez choisir, vous préféreriez ... ?

- Autant d'impôts et de taxes qu'aujourd'hui pour les particuliers et autant de services publics
- Moins d'impôts et de taxes qu'aujourd'hui pour les particuliers et moins de services publics ? »

2 % ne se sont pas prononcé, 44 % ont choisi le statu quo (autant d'impôts et de services publics), et 54 % ont opté pour une diminution simultanée des impôts et des services.

Un tel sondage place les personnes interrogées dans un cadre fermé, sans aucune échappatoire : impossible de se dire partisan de MIEUX de services publics, seul le PLUS est proposé ; impossible d'indiquer que l'on souhaite bénéficier d'une amélioration des services publics conjointement avec une diminution de la fiscalité, et que l'on ne considère pas cela comme irréaliste.

Pourtant, c'est bien d'une amélioration du rapport qualité/prix des services publics que la France a besoin, et l'intérêt d'un tel sondage serait de savoir dans quelle mesure l'opinion publique le souhaite et le juge possible.

Selon toute probabilité, chacun de nous souhaite que notre formation initiale, plutôt mal placée dans les comparaisons internationales, devienne excellente. Chacun souhaite qu'une solution soit trouvée pour supprimer l'horreur des attentes interminables dans les services d'urgence des hôpitaux. Chacun (sauf les malfrats) souhaite que moins de délinquants et de criminels accomplissent leurs méfaits en sachant que la probabilité d'être arrêté, jugé, et remis dans le droit chemin est assez faible. Chacun préférerait que les jugements soient prononcés plus rapidement. Chacun voudrait que nos soldats aient des équipements à la hauteur de leur courage. Chacun voudrait s'y retrouver plus facilement dans l'estimation de ses droits à pension. Etc., etc. Et beaucoup pensent que cela serait possible si la conduite des affaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes de protection sociale s'améliorait.

Pourquoi cette amélioration ne se réalise-t-elle pas, ou très peu ? La réponse à cette question, ou du moins l'élément central d'une réponse qui pourrait comporter des volumes et des volumes, a été apportée en quatre petites lignes, ce 22 janvier, par Cécile Couzel, dans un article du *Figaro* intitulé « Les mille raisons qui poussent les hauts fonctionnaires vers le privé ». Cette journaliste note en effet : « [les hauts fonctionnaires] qui ont connu la proximité du pouvoir en cabinet ne se voient pas retourner dans la soute de l'administration. » Que voilà un diagnostic intelligent ! De même que notre santé, disent les médecins, dépend largement de notre flore intestinale, ces microscopiques organismes qui sont à l'œuvre dans nos intestins, de même la santé des services publics repose-t-elle sur des chefs de bureau, de service, et d'administration ayant compris que l'efficacité de ces hommes et de ces femmes qui travaillent sous leur direction a autant (et probablement bien plus) d'importance que les discours préparés pour les ministres ou le Chef de l'Etat qui doivent prendre la parole devant l'équivalent actuel des anciennes comices agricoles.

L'avenir de la France repose sur les épaules de ces « soutiers », qui ne prendront pas l'avion avec le Président, mais qui veilleront à ce que 5 à 6 millions de serviteurs de la République fassent un travail rapide et efficace. Tant que les hauts fonctionnaires ne considéreront pas que la plus noble des fonctions, c'est de veiller à ce que la délivrance des permis de construire ou des permis de séjour se fasse rapidement, que les enfants battus ou abusés ne passent pas des mois de plus avec leurs tortionnaires parce que les tribunaux sont non seulement saturés, mais englués dans des routines chronophages, que les professeurs malades soient dûment remplacés, que l'absentéisme recule dans les établissements hospitaliers, et ainsi de suite, les services publics resteront chers et de qualité insuffisante.

Cessons de considérer comme « noble » le jeu de bonneteau auquel excellent de petits marquis habiles à modifier une taxe, à changer trois virgules dans un règlement et à introduire une clause supplémentaire pour l'accession à telle prestation. Que le personnel politique comprenne enfin que la gestion des services est le point névralgique, que son amélioration est indispensable pour faire progresser le pays et satisfaire le citoyen-contribuable : alors s'ouvrira une ère où les administrations se mettront à faire plus et mieux avec des budgets globalement constants mais plus intelligemment utilisés.